CE MONDE QUI BOUGE

France, haine raciale et conflits de classe

Par Hassane Zerrouky

A propos des révoltes sociales et des violences raciales et religieuses ayant émaillé le 19e siècle aux Etats-Unis, l'historien américain Howard Zinn explique dans son livre «Une histoire populaire des Etats-Unis» (Editions Agone), comment «la haine raciale devint un substitut idéal de la frustration de classe» et comment «la question religieuse» est venue également «se substituer au conflit de classe». Or, ça continue aujourd'hui sous Donald Trump comme ce fut le cas sous Barack Obama.

A un siècle et demi de distance, la France, pays le plus proche de l'Algérie en raison de l'histoire et d'une forte implantation humaine d'origine algérienne, se trouve-t-elle dans le même cas de figure ? Certes, les contextes et les situations historiques sont différents, mais l'affaire du jeune Théo Luhaka, victime d'une brutalité policière raciste - tabassé, traité de «bamboula» et de «négro» - donne à penser que la France risque de se trouver dans la même configuration socio-raciale que les Etats-Unis. Et ce, surtout que le tabassage du jeune Théo intervient après la mort non élucidée d'Adama Traoré en juillet dernier. Depuis les émeutes qui avaient embrasé les banlieues françaises en 2005, rien n'a vraiment changé : la fracture sociale s'est aggravée. Et la brutalité policière à caractère raciste dont a été victime le jeune Théo tombe en pleine période électorale (la présidentielle d'avril prochain a déjà commencé) qui, comme on le sait, est une période propice aux débordements de toutes sortes. La question des banlieues s'invite ainsi dans le débat politique électoral où la passion, l'émotion, la colère vont laisser peu de place à la raison.

Le candidat de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon a beau accuser ceux qui «ont l'air de souhaiter des émeutes de banlieue pour pouvoir avoir une élection présidentielle qui se déroule sur fond de violence, d'excès de toute sorte» et affirmer à juste titre qu'«il y a une volonté de je ne sais qui de multiplier les provocations», il risque d'être peu entendu.

Pour l'extrême-droite et sa chef de file, Marine Le Pen, en tête des sondages pour l'élection présidentielle d'avril prochain, c'est tout bon. L'insécurité des banlieues, «les voyous (…) qui «cherchent chaque excuse possible pour déverser leur haine de la France», l'immigration, le cosmopolitisme et l'islam qui menaceraient une cohésion nationale réduite aux seuls Français dits de souche, sont autant de thèmes dans lesquels elle excelle. Ils lui permettent de souffler sans complexe sur les braises, d'adopter en outre une posture la dispensant de parler des vrais problèmes auxquels sont confrontés les jeunes des banlieues : le chômage, la discrimination à l'embauche, la paupérisation desdites banlieues, qui ont pour cause commune un libéralisme effréné aggravant le fossé entre les riches et les classes populaires. De cela donc, Marine Le Pen n'en parlera pas : dresser une partie de la population contre une autre «non européenne» est pour cette enfant de la bourgeoisie née dans la très riche banlieue de Neuilly-sur-Seine, un excellent substitut au conflit de classe.

Viva Mexico. En écho aux puissantes manifestations anti-Trump qui ont secoué les Etats-Unis, des dizaines de milliers de Mexicains sont sortis dans la rue de la capitale mexicaine et dans d'autres localités du pays pour crier leur colère contre les «idioties xénophobes, discriminatoires et fascistes» (dixit une manifestante) de Donald Trump mais aussi exiger du Président mexicain Pena Nieto plus de fermeté face à son homologue américain. Lequel persiste à vouloir construire un mur à la frontière séparant les USA et le Mexique, censé freiner l'immigration illégale, et le faire financer par l'Etat mexicain ! Toutefois, il devra compter avec une mobilisation citoyenne qui ne semble pas du tout faiblir.

Terminons sur cette information inquiétante concernant l'Algérie évoquée par le journaliste Kadi Ihsane, sur le rebond démographique algérien – 41 millions d'habitants en 2017 – qui va peser sur la sécurité alimentaire mais aussi sociale du pays. En effet, en l'absence d'une vraie politique nationale démographique, la religiosité salafiste relayée par certaines chaînes de télévision privées et sur les réseaux sociaux, qui encourage les femmes à procréer, n'est pas étrangère à ce rebond démographique.

Ce dernier est porteur à terme de risques sociopolitiques pour l'Algérie, pays qui n'a pas les moyens financiers pour satisfaire les besoins alimentaires et la demande sociale en matière d'emploi, de logement, d'éducation et de formation d'une population qui atteindra plus de 48 millions d'habitants en 2030, dans 13 ans, c'est-à-dire demain. Et ce, alors que le Maroc et la Tunisie poursuivent leur révolution démographique.

Un mot pour souhaiter un prompt rétablissement à Samira Mouaki, gravement blessée par un sniper de Daesh près de Mossoul.

H. Z.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU DU CONSEIL DE LA NATION

Le FLN et le tiers présidentiel en force

Le nouveau Bureau du Conseil de la nation est désormais connu. Il est composé de M. Djamel Ould Abbès, de Mme Rafika Kesri du tiers présidentiel, de Zoubir Touafchia et de Bouhafs Houbad du groupe parlementaire du parti du Front de libération nationale (FLN), et d'Abdelkrim Slimani du groupe parlementaire du Rassemblement national démocratique (RND).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'adoption de la composante du nouveau bureau a eu lieu hier, lors d'une séance plénière présidée par Abdelkader Bensalah. Cette étape franchie, le président du Conseil de la nation a prononcé une allocution lors de laquelle il a salué les efforts déployés par les anciens membres du Bureau au service du Conseil et de la nation. Il a félicité également les membres du nouveau Bureau pour la confiance dont ils ont été investis.

Djamel Ould Abbès.

Après le plébiscite de la composante du nouveau Bureau, les membres ont procédé à l'installation des nouvelles commissions permanentes, à savoir la Commission de la défense nationale présidée par Noureddine Kortebi, la Commission des affaires économiques et des finances, présidée par Abdelkader Bensalem, la Commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses présidée par Bachir Chebli.

La Commission des affaires étrangères, de la coopération internationale et de la communauté algérienne à l'étranger est présidée par Mohamed Etabib Lassekri, tandis que Meheni Gherifi préside la Commission de la culture, de l'information, de la jeunesse et du tourisme.

La Commission de l'agriculture et du développement rural est présidée par Mokhtar Yahi et Mohamed Mani préside la Commission des affaires juridiques, administratives et des droits de l'Homme, tandis que la Commission de la santé, des affaires sociales et de la solidarité nationale est présidée par Mohamed Zakaria et la Commission de l'équipement et du développement local, par Mohamed Bouchelaghem.

A. B.

CROISSANCE DES INDICATEURS DE VIOLENCE

L'insouciance des autorités

La violence au sein de notre société prend les allures d'un véritable phénomène social. Il s'agit d'une violence multiforme et omniprésente, a averti le président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et de la recherche scientifique (Forem), Mustapha Khiati.

Naouel Boukir – Alger (Le Soir) – Ce sont des statistiques qu'il qualifie «d'effarantes» pour ce qui est des indicateurs de violence au sein de la société, à commencer par le domicile et l'école.

En effet, l'intervenant à la radio Chaîne 3 a rappelé que l'inspecteur général de l'éducation a communiqué, en 2014, 40 000 cas de violence au niveau des établissements scolaires dont 2 000 agressions faites par des enseignants sur des élèves, 4 500 autres commises par ces derniers à l'encontre de leurs professeurs et 7 000 autres altercations entre élèves.

Ces chiffres sont probablement plus importants aujourd'hui puisqu'il a fait état de 7 300 cas de violences contre les femmes signalées, en 2015, un nombre qui est passé, dit-il, à 8 400, l'année d'après.

Les enfants et les femmes sont effectivement les plus touchés car étant «les maillons faibles de la société», les premiers par leur crédulité et les dernières du fait des pressions sociales qu'elles subissent, particulièrement dans certaines régions du pays.

Photo : DR

La violence s'est propagée à un rythme incroyable.

A ce propos, le président de la Forem a indiqué que plus de 10 études sur le sujet ont été transmises aux autorités dont le ministère de l'Intérieur. Elles sont malheureusement restées «lettre morte», a-t-il déploré.

Parallèlement, un projet d'une école sans violence a été présenté au ministère de l'Education en 2013 et a été relancé en 2015, mais «c'est resté sans écho», a regretté le professeur M. Khiati.

Les propositions de la société civile sont très peu prises en considération par les autorités alors que le risque de violence est en croissance exponentielle et va en s'aggravant. L'intervenant explique l'explosion de ce phénomène par une combinaison de facteurs sociopolitiques, dont les séquelles de la décennie noire qui ont été très mal prises en charge, voire pas du tout.

Cette négligence fait que le million d'enfants traumatisés ou marqués par cette période sont des «dangers potentiels ou en action» et réitèrent des comportements agressifs.

L'impact de la drogue dans la banalisation du crime n'est évidemment pas à négliger et la prison est souvent associée à une école de crime et non un établissement de redressement. «Nous avons lancé plusieurs appels pour la constitution de groupes de travail avec des experts pour de véritables assises et ainsi conclure sur des recommandations concrètes pour les pouvoirs publics», a confié le président de la Forem, car la gestion de ce problème multidimensionnel est complexe.

Et ce, en regrettant l'absence d'une stratégie globale ou de réponse gouvernementale à ce type d'initiatives alors que «la société civile doit être indispensablement écoutée et associée» pour lutter efficacement contre cette montée des violences à travers la formation et la sensibilisation. A commencer par les foyers et les écoles.

N. B.